

IMERY S

Société Anonyme
au capital social de 150 285 032 euros
Siège social : 154 rue de l'Université - 75007 PARIS
562 008 151 R.C.S. Paris

PROCES-VERBAL DE L'ASSEMBLEE GENERALE MIXTE DU 26 AVRIL 2012

Le vingt six avril deux mille douze, à onze heures, les actionnaires de la Société IMERY S se sont réunis en Assemblée Générale Mixte, à la Maison des Arts & Métiers, 9 bis avenue d'Iéna, 75116 Paris. Cette Assemblée Générale Mixte a été convoquée suivant avis insérés dans les journaux d'annonces légales :

- . le Bulletin des Annonces Légales Obligatoires des 19 mars 2012 et 6 avril 2012,
- . le Quotidien Juridique du 6 avril 2012,

ainsi que par lettre adressée dans les délais légaux aux actionnaires détenteurs de titres nominatifs.

La presse nationale a également annoncé la tenue de l'Assemblée de la Société conformément aux recommandations formulées par l'Autorité des marchés financiers (avis paru dans Les Echos du 22 mars 2012).

Il a été établi une feuille de présence à laquelle ont été annexés les pouvoirs des actionnaires représentés par des mandataires et les formulaires de vote par correspondance ; cette feuille de présence a été émargée par chaque membre de l'Assemblée en entrant en séance.

L'Assemblée est présidée par M. Gilles MICHEL, Président-Directeur Général.

La société BELGIAN SECURITIES BV, représentée par Madame Axelle HENRY, et le FCPE IMERY S ACTIONS, représenté par M. Arnaud MIGNARD, les deux actionnaires présents qui représentent le plus grand nombre de voix et qui acceptent ces fonctions, sont appelés comme scrutateurs.

Le cabinet ERNST & YOUNG ET AUTRES représenté par M. François CARREGA ainsi que le cabinet DELOITTE & ASSOCIES représenté par M. Arnaud DE PLANTA, Commissaires aux comptes, sont présents.

M. Denis MUSSON, Directeur Juridique de la Société, est désigné comme secrétaire de l'Assemblée.

La feuille de présence certifiée conforme par les membres du Bureau ainsi constitué permet de constater que les actionnaires présents, représentés ou qui ont voté par correspondance, possèdent :

- pour la partie ordinaire de l'Assemblée : 64 654 248 actions, soit 86,05 % du nombre total de titres ayant droit de vote au jour de l'Assemblée, représentant 88 832 701 voix, soit 89,27 % du nombre total de voix, et
- pour la partie extraordinaire de l'Assemblée : 64 652 168 actions, soit 86,05 % du nombre total de titres ayant droit de vote au jour de l'Assemblée, représentant 88 827 897 voix, soit 89,27 % du nombre total de voix,

étant précisé que le nombre total de voix arrêté à la date de l'Assemblée ressort à 99 508 036.

L'Assemblée, pouvant ainsi valablement délibérer, est déclarée régulièrement constituée.

Ont été déposés sur le bureau et mis à la disposition des membres de l'Assemblée, notamment :

1. l'avis préalable à l'Assemblée Générale et les avis de convocation, à savoir :
 - . un exemplaire du Bulletin des Annonces Légales Obligatoires du 19 mars 2012 ayant publié l'avis préalable à l'Assemblée Générale conformément aux dispositions de l'article R. 225-73 du Code de commerce,
 - . un exemplaire du Bulletin des Annonces Légales Obligatoires et du journal d'annonces légales Le Quotidien Juridique du 6 avril 2012 contenant l'avis de convocation et les conditions d'admission à l'Assemblée,
 - . la copie et les accusés de réception des lettres de convocation adressées aux Commissaires aux comptes ainsi que la copie des lettres d'invitation remises aux représentants du Comité d'Entreprise,
 - . un exemplaire de l'avis de convocation adressé aux titulaires d'actions nominatives, auquel était joint un formulaire de vote par correspondance et de procuration, contenant les documents et informations prévus par les dispositions de l'article R. 225-81 du Code de commerce ;
2. la feuille de présence de l'Assemblée à laquelle sont annexés les pouvoirs des actionnaires représentés par des mandataires et les formulaires de vote par correspondance ;
3. le rapport de gestion du Conseil d'Administration relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2011. Ce rapport est reproduit dans le Document de Référence 2011 incluant le Rapport Financier Annuel du Groupe, déposé le 22 mars 2012 auprès de l'Autorité des marchés financiers ;
4. les rapports spéciaux du Conseil d'Administration sur les options de souscription d'actions attribuées ou levées au cours de l'exercice 2011 ainsi que sur les attributions d'actions gratuites effectuées au cours de ce même exercice ;
5. le rapport du Président du Conseil d'Administration rendant compte de la composition, des conditions de préparation et d'organisation des travaux du Conseil d'Administration ainsi que des procédures de gestion des risques et de contrôle interne mises en place par la Société, inclus dans le Document de Référence 2011 ;
6. les comptes annuels de la Société et consolidés du Groupe de l'exercice clos le 31 décembre 2011, ces comptes étant inclus dans le Document de Référence 2011 ;
7. le rapport du Conseil d'Administration et les projets de résolution proposés par ce dernier à l'Assemblée Générale, ces documents étant reproduits dans le Document de Référence 2011 ;
8. le rapport général des Commissaires aux comptes sur les comptes annuels de la Société et celui sur les comptes consolidés du Groupe de l'exercice 2011, leur rapport spécial établi en application de l'article L. 225-235 du Code de commerce sur le rapport du Président du Conseil d'Administration, et celui sur les conventions et engagements réglementés, l'ensemble de ces rapports étant inclus dans le Document de Référence 2011 ;
9. la liste des conventions courantes conclues à des conditions normales par la Société au cours de l'exercice 2011, établie par le Président du Conseil d'Administration ;
10. les mandats exercés par les administrateurs dans d'autres sociétés. La liste de ces mandats figure dans le Document de Référence 2011 ;
11. les renseignements requis par l'article R. 225-83, 5° du Code de commerce sur le candidat dont la nomination en qualité de nouvel Administrateur de la Société est proposée à l'Assemblée.

L'Assemblée donne acte au Président de ce que :

- tous les documents, dont la communication est prescrite par la loi, ont été tenus à la disposition des actionnaires et des membres du Comité d'Entreprise pendant les quinze jours ayant précédé l'Assemblée. Lors de sa réunion du 19 avril 2012, le Comité d'Entreprise a indiqué que l'examen des comptes de l'exercice 2011 n'appelait pas de commentaires particuliers de sa part ;

- aucune demande d'inscription de points ou de projets de résolution à l'ordre du jour de l'Assemblée n'a été formulée par des actionnaires, en application des dispositions des articles L. 225-105 et R. 225-73 du Code de commerce.

Il est rappelé que l'Assemblée Générale est appelée à délibérer sur l'ordre du jour suivant :

à titre Ordinaire :

1. approbation de la gestion et des comptes sociaux de l'exercice clos le 31 décembre 2011 ;
2. approbation des comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2011 ;
3. affectation du résultat et détermination du dividende au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2011 ;
4. rapport spécial des Commissaires aux comptes visé à l'article L. 225-40 du Code de commerce et approbation, en application des articles L. 225-38 et L. 225-42-1 du Code de commerce, des modifications apportées au régime supplémentaire de retraite à prestations définies dont bénéficie M. Gilles MICHEL, Président-Directeur Général ;
5. rapport spécial des Commissaires aux comptes visé à l'article L. 225-40 du Code de commerce et approbation, en application de l'article L. 225-42-1 al. 4 du Code de commerce, des engagements pris par la Société en faveur de M. Gilles MICHEL, Président-Directeur Général, au titre de l'indemnité de rupture de son mandat social ;
6. renouvellement du mandat d'Administrateur de M. Jacques DRIJARD ;
7. renouvellement du mandat d'Administrateur de M. Jocelyn LEFEBVRE ;
8. renouvellement du mandat d'Administrateur de M. Gilles MICHEL ;
9. nomination de M. Xavier LE CLEF en qualité de nouvel Administrateur, en remplacement de M. Eric LE MOYNE DE SERIGNY ;
10. achat par la Société de ses propres actions.

à titre Extraordinaire :

11. Modifications statutaires ;
12. pouvoirs.

ACTIVITE ET RESULTATS 2011

L'activité et les résultats du Groupe de l'exercice 2011 sont présentés par M. Gilles MICHEL, Président-Directeur Général et M. Michel DELVILLE, Directeur Financier du Groupe.

Après avoir rappelé qu'Imerys est le leader mondial des spécialités minérales, M. Gilles MICHEL présente les fonctionnalités clés des produits du Groupe ainsi que la diversité de leurs applications. Il rappelle également que le Groupe, présent dans 47 pays avec plus de 240 implantations industrielles, est organisé en quatre branches d'activité centrées sur des marchés clairement identifiés.

L'activité et les résultats du Groupe de l'exercice 2011 font ensuite l'objet de la présentation détaillée ci-après.

En 2011, les marchés finaux d'Imerys se sont globalement bien tenus par rapport à 2010, année de fort rebond d'activité et de restockage chez les clients. Les signaux de ralentissement économiques apparus au cours de l'été ont créé un environnement plus contrasté au 4^{ème} trimestre mais n'ont eu d'effet matériel que sur l'activité des pigments pour papier. Dans la plupart des pays émergents, la demande est restée soutenue.

La demande en investissements industriels (machine-outil, aéronautique, ...) et biens de consommation durable (automobile, électroménager, ...) est restée élevée en 2011. Celle-ci s'est en particulier traduite par une hausse de + 7 % de la production mondiale d'acier ; solide en Amérique du Nord, elle s'est toutefois légèrement ralentie en fin d'année dans l'Union Européenne et en Asie.

Dans le domaine des produits de consommation courante (agro-alimentaire, santé, électronique, ...) et emballages, la demande a accompagné la croissance mondiale. La production de papier d'impression et d'écriture a poursuivi sa progression dans les zones émergentes mais a nettement ralenti en Amérique du Nord et, dans une moindre mesure, en Europe, en fin d'année.

L'activité s'est améliorée dans le secteur de la construction en France. Les mises en chantier de logements individuels neufs ont ainsi augmenté de + 10 % par rapport à l'année précédente, bénéficiant du bon niveau de permis de construire délivrés depuis 2010. Dans les autres pays d'Europe, qui connaissent des situations diverses, l'amélioration de l'activité dans ce secteur est lente. Les indicateurs (permis de construire, mises en chantier) ont très légèrement progressé en fin d'année aux Etats-Unis mais restent toutefois à des niveaux bas. En Chine, des mesures ont été prises pour contenir l'inflation des prix et éviter un dérapage de l'activité immobilière.

La volatilité des devises a été forte en 2011 alors que certaines matières premières se sont renchériées.

Après la constitution de la joint-venture "The Quartz Corp SAS", avec le groupe norvégien Norsk Mineral, à la fin du 1^{er} trimestre (branche Minéraux pour Céramiques, Réfractaires, Abrasifs & Fonderie), la clôture de l'acquisition du leader mondial du talc, le Groupe Luzenac, le 1^{er} août 2011, a constitué une nouvelle étape dans la stratégie d'Imerys, qui accroît ainsi son leadership en élargissant son offre fonctionnelle de minéraux (branche Minéraux de Performance & Filtration). L'acquisition représente une valeur d'entreprise de 340 millions de dollars américains, soit un multiple d'EBITDA en ligne avec les multiples payés historiquement par Imerys. Sur la base des conditions actuelles de marché, le projet devrait être créateur de valeur avec un retour sur capitaux employés supérieur au coût du capital du Groupe dès 2013.

Imerys a par ailleurs inauguré, le 20 septembre 2011, aux Etats-Unis, sa première usine de fabrication de proppants céramiques, agents essentiels au soutènement de la roche, destinés au marché en fort développement de l'exploitation des gisements de gaz et pétrole non conventionnels (branche Minéraux pour Céramiques, Réfractaires, Abrasifs & Fonderie). Les premières livraisons ont, comme prévu, commencé début 2012.

Le **chiffre d'affaires** de l'exercice 2011 s'élève à 3 674,8 millions d'euros, soit + 9,8 % par rapport à l'exercice 2010. Cette hausse prend en compte :

- un effet positif de périmètre de + 125,0 millions d'euros, dont l'essentiel (+ 110,5 millions d'euros) au second semestre, traduisant :
 - l'acquisition de Pará Pigmentos S.A. (PPSA) au Brésil (branche Pigments pour Papier & Emballage), le 1^{er} août 2010 ;
 - la déconsolidation, au 1^{er} janvier 2011, des activités nord-américaines de quartz de haute pureté (Minéraux pour Céramiques) apportées à la joint-venture The Quartz Corp SAS ;
 - l'intégration du Groupe Luzenac, depuis le 1^{er} août 2011 (Minéraux de Performance & Filtration) ;
- un effet de change défavorable de - 67,1 millions d'euros (- 39,6 millions d'euros au second semestre).

A périmètre et changes comparables, le chiffre d'affaires progresse de + 8,1 % par rapport à l'année 2010, qui constituait une base de comparaison élevée, en raison du restockage intervenu aux 2^{ème} et 3^{ème} trimestres. Si la reprise s'est poursuivie au 1^{er} semestre 2011, le rythme de progression a été plus lent au second semestre. Avec + 1,4 % de croissance en volume au 4^{ème} trimestre 2011, l'activité a été légèrement supérieure à celle de 2010, à l'exception des Pigments pour Papier & Emballage ; l'effet prix-mix est, lui, resté solide.

En 2011, les ventes du Groupe dans les zones émergentes ont bénéficié de la dynamique des marchés et des développements qui y ont été réalisés depuis plusieurs années. Elles continuent de croître et ont représenté, en 2011, près d'un milliard d'euros, dont plus de 40 % réalisés en Chine, au Brésil et en Inde. L'affaiblissement du dollar américain vis-à-vis de l'euro se traduit par une moindre progression du chiffre d'affaires en Amérique du Nord alors que les ventes en Europe bénéficient du regain d'activité de la construction en France, après une année 2010 affectée notamment par une météo défavorable. Les ventes au Japon et en Australie progressent en particulier dans les secteurs industriels (Minéraux pour Céramiques, Réfractaires, Abrasifs & Fonderie et Réfractaires Monolithiques).

La progression de + 15,5 % du **résultat opérationnel courant**, à 487,0 millions d'euros pour l'année 2011, résulte des éléments suivants :

- un effet de périmètre de + 23,7 millions d'euros (+ 13,4 millions d'euros au second semestre) ;
- un effet de change de - 15,9 millions d'euros (lié notamment à l'affaiblissement du dollar américain par rapport à l'euro et s'établissant à - 2,7 millions d'euros au second semestre).

A périmètre et changes comparables, le résultat opérationnel courant augmente de + 57,7 millions d'euros par rapport à l'année 2010 avec une bonne contribution des volumes de ventes (+ 59,2 millions d'euros).

La hausse des coûts fixes et frais généraux (- 57,7 millions d'euros) traduit la progression des volumes de production et les coûts associés (personnel, maintenance) ainsi que le lancement d'initiatives de développement (équipes dédiées aux nouveaux marchés, développement géographique). L'augmentation des coûts variables (- 91,0 millions d'euros) est majoritairement attribuable à l'inflation de certaines matières premières comme le zircon, dont le prix a triplé en 2011 par rapport à 2010. Imerys a compensé ces évolutions au travers de hausses de prix et d'améliorations de son mix de produits à hauteur de + 153,7 millions d'euros.

Sur l'ensemble de l'année, la marge opérationnelle du Groupe s'est améliorée, à 13,3 % contre 12,6 % en 2010.

En croissance de + 25,3 % par rapport à l'exercice 2010, le **résultat courant net**, à 303,1 millions d'euros, reflète :

- la forte hausse du résultat opérationnel courant ;
- l'amélioration du résultat financier à - 57,2 millions d'euros (contre - 74,7 millions d'euros sur la même période de l'année précédente). Elle s'explique par les facteurs suivants :
 - la charge d'intérêts passe de - 57,3 millions d'euros en 2010 à - 56,1 millions d'euros en 2011, traduisant une légère diminution du taux de financement du Groupe,
 - l'impact des changes et des instruments financiers est négligeable en 2011 ; il constituait une charge de - 10,8 millions d'euros l'année précédente,
 - le coût de désactualisation des provisions à long terme est stable (- 3,1 millions d'euros en 2011 contre - 3,4 millions d'euros en 2010) alors que les charges nettes des pensions de retraite s'élèvent à 0,2 million d'euros en 2011 contre une charge de - 2,8 millions d'euros en 2010 ;
- une charge d'impôts de - 123,3 millions d'euros (- 100,4 millions d'euros en 2010), soit un taux effectif d'imposition de 28,7 % (29 % en 2010).

Hors effet de périmètre lié à l'acquisition du Groupe Luzenac, le résultat courant net est en augmentation de plus de + 22 %. Cette progression est conforme à l'objectif annoncé par le Groupe, le 28 juillet dernier, d'une croissance du résultat courant net supérieure à + 20 % sur l'ensemble de l'année 2011.

La progression de + 38,3 millions d'euros du **résultat net, part du Groupe**, à 282,0 millions d'euros, tient compte des **autres produits et charges** pour un montant net d'impôts de - 21,1 millions d'euros (- 23,1 millions d'euros avant impôts) correspondant, pour l'essentiel :

- à des provisions pour restructurations et dépréciations d'actifs pour un montant total de - 14,4 millions d'euros, net d'impôts (portant notamment sur l'activité Magnésie, sur la réorganisation de la production de tuiles Canal dans le Sud-Ouest de la France ainsi que sur la fin de la rationalisation de la production de PPSA) ;
- aux coûts de transactions (principalement frais d'acquisition du Groupe Luzenac) représentant une charge après impôts de - 4,6 millions d'euros.

L'**EBITDA** de l'année 2011 s'élève à 686 millions d'euros (621 millions d'euros en 2010), grâce à l'augmentation du résultat opérationnel courant.

Le **besoin en fonds de roulement opérationnel** représente 23,7 % des ventes annualisées du dernier trimestre (contre 21,8 % au 31 décembre 2010). Ce ratio est impacté par :

- un effet de périmètre, lié à l'intégration de l'activité du Groupe Luzenac, dont la saisonnalité de l'activité est très marquée (stocks élevés en fin d'année en raison de l'interruption des campagnes d'extractions pendant l'hiver) ;
- un effet de change défavorable (appréciation du dollar américain à la fin du mois de décembre).

Par ailleurs, ce ratio tient compte du programme d'affacturage, pour 74 millions d'euros au 31 décembre 2011. A périmètre et changes comparables, le ratio besoin en fonds de roulement rapporté aux ventes du dernier trimestre est stable par rapport à l'année précédente.

Ainsi qu'il l'avait annoncé, le Groupe a significativement augmenté ses **investissements industriels** comptabilisés (229,2 millions d'euros) en 2011. Ils représentent 109 % des amortissements (contre 79 % sur l'exercice 2010) et ont été essentiellement consacrés à des relais de croissance : nouvelles capacités pour accompagner la hausse de la demande (notamment dans la branche Minéraux de Performance & Filtration) et le développement dans de nouveaux marchés (proppants céramiques dans la branche Minéraux pour Céramiques, Réfractaires, Abrasifs & Fonderie). Les opérations de maintenance de l'outil industriel et de découverte minière ne progressent que légèrement et représentent 62 % de la dotation aux amortissements de l'année (contre 59 % en 2010).

Le **cash flow libre opérationnel courant** reste à un niveau élevé : il s'établit à 264,9 millions d'euros contre 302,1 millions d'euros en 2010.

Grâce à la forte génération de cash flow libre courant, l'augmentation de la **dette financière nette** consolidée (1 031,1 millions d'euros au 31 décembre 2011 contre 872,8 millions d'euros au 31 décembre 2010) et son effet sur les ratios financiers du Groupe restent limités, alors même que celui-ci a accru ses investissements de développement et acquis le Groupe Luzenac au deuxième semestre. Imerys a par ailleurs versé un dividende de 90,6 millions d'euros le 11 mai 2011, auquel s'ajoute 0,8 million d'euros de dividendes versés aux actionnaires minoritaires des filiales du Groupe.

Au cours du deuxième semestre 2011, le Groupe a sécurisé près d'un milliard d'euros de lignes bancaires bilatérales à l'horizon 2015-2016, afin d'augmenter et diversifier ses ressources financières tout en allongeant leur maturité moyenne. Au 31 décembre 2011, les ressources financières totales d'Imerys s'élèvent donc à 2,8 milliards d'euros (dont 1,3 milliard d'euros de ressources financières disponibles hors trésorerie), avec une maturité moyenne de 3,8 ans.

Par ailleurs, au cours du premier semestre 2011, l'agence de notation Moody's a relevé la note de crédit long terme d'Imerys de Baa3 à Baa2 avec une perspective stable. La note court terme a corrélativement été améliorée de P-3 à P-2, avec une perspective stable également.

RESULTATS DU 1^{ER} TRIMESTRE 2012

M. Gilles MICHEL présente ensuite **l'activité et les résultats du 1^{er} trimestre 2012 du Groupe**.

Après deux années de fort rebond, l'évolution de l'environnement de marché d'Imerys s'est inscrite, au 1^{er} trimestre 2012, en continuité des tendances observées au second semestre 2011. Les disparités géographiques sont cependant désormais marquées : en Europe, la croissance continue de ralentir ; en Amérique du Nord, l'activité économique s'est améliorée ; les zones émergentes ont poursuivi leur expansion, à un rythme toutefois moins soutenu.

Les indicateurs macro-économiques auxquels sont liées la majorité des activités du Groupe reflètent ces contrastes. Ainsi, la production d'acier, entraînée notamment par l'investissement industriel et la demande en biens de consommation durable, est mondialement en hausse de + 1,1 % au 1^{er} trimestre 2012 par rapport au 1^{er} trimestre 2011. Elle progresse en Amérique du Nord (+ 6,7 %) et en Chine (+ 2,5 %) alors qu'elle se contracte en Europe de près de - 4,0 %. La production mondiale de papier d'impression et d'écriture, stable par rapport au 1^{er} trimestre 2011, a vu son développement se poursuivre en Asie et en Amérique du Sud alors que, dans les zones matures, le net ralentissement observé au second semestre 2011 s'est prolongé en début d'année 2012. Dans le secteur de la construction, les mises en chantier et constructions de logements individuels neufs ont été affectées par des conditions climatiques très défavorables en février 2012, tant en France que dans une bonne partie de l'Europe. La tendance s'infléchit en revanche positivement aux Etats-Unis dans ce secteur, avec une progression des indicateurs avancés (permis de construire, mises en chantier) et une augmentation de la demande dans les secteurs industriels connexes (peintures, ...).

Le **chiffre d'affaires** du 1^{er} trimestre 2012 s'élève à 974,4 millions d'euros, en hausse de + 10,4 % par rapport à la même période de 2011. Cette progression prend en compte :

- un effet de périmètre de + 79,0 millions d'euros (+ 9,0 %), essentiellement lié à l'acquisition du Groupe Luzenac finalisée le 1^{er} août 2011 ;
- un effet de change de + 10,8 millions d'euros (+ 1,2 %), avec un affaiblissement de l'euro par rapport à certaines devises comme le dollar américain.

A périmètre et changes comparables, le chiffre d'affaires est stable (+ 0,2 %) par rapport à celui du 1^{er} trimestre 2011, qui s'inscrivait dans un contexte de reprise généralisée de l'économie. Les ventes de la branche Minéraux de Performance & Filtration sont en progression. Dans les branches Minéraux pour Céramiques, Réfractaires, Abrasifs & Fonderie et Matériaux & Monolithiques, le chiffre d'affaires est stable, en dépit des conditions climatiques défavorables qui ont particulièrement affecté les Matériaux de Construction en France. Les ventes de Pigments pour Papier d'impression et d'écriture sont en baisse en Amérique du Nord et en Europe. L'effet prix/mix, positif dans chacune des branches d'activité, progresse de + 4,2 %.

Le **résultat opérationnel courant** s'établit à 126,8 millions d'euros au 1^{er} trimestre 2012 et intègre un effet de périmètre de + 8,0 millions d'euros (+ 6,9 %) constitué par la contribution positive du Groupe Luzenac. L'effet de changes positif (+ 3,2 millions d'euros, soit + 2,7 %) est principalement lié à l'affaiblissement de l'euro vis-à-vis du dollar américain sur la période.

A périmètre et changes comparables, le résultat opérationnel courant est stable (- 0,5 million d'euros) par rapport au 1^{er} trimestre 2011, qui constituait une base de comparaison élevée.

La diminution des volumes de ventes se traduit par une contribution défavorable de - 19,9 millions d'euros en résultat opérationnel. L'amélioration des prix et du mix produits, positifs de + 36,5 millions d'euros, compense l'augmentation des coûts. A + 16,6 millions d'euros par rapport au 1^{er} trimestre 2011, la hausse des coûts variables est essentiellement imputable à l'inflation de certaines matières premières et, dans une moindre mesure, des facteurs énergétiques.

Compte tenu de ces éléments, la marge opérationnelle du Groupe s'établit à 13,0 % au 1^{er} trimestre 2012 ; à périmètre et changes comparables, elle est stable par rapport à la même période de l'exercice précédent.

Le **résultat courant net** est en hausse de + 9,8 %, à 78,8 millions d'euros (contre 71,7 millions d'euros au 1^{er} trimestre 2011). Cette progression reflète l'amélioration du résultat opérationnel courant ; elle intègre également les éléments suivants :

- un résultat financier de - 16,5 millions d'euros (contre - 14,9 millions d'euros au 1^{er} trimestre 2011) :
 - la charge sur endettement financier est stable par rapport à la même période de l'année précédente (- 14,5 millions d'euros),
 - l'impact net des changes et instruments financiers constitue une charge de - 1,5 millions d'euros (- 0,5 million d'euros au 1^{er} trimestre 2011) ;
- une charge d'impôts de - 30,8 millions d'euros (- 29,1 millions d'euros au 1^{er} trimestre 2011), soit un taux effectif d'imposition de 28,0 % (28,6 % au 1^{er} trimestre 2011).

PERSPECTIVES

M. Gilles MICHEL présente enfin les **perspectives** et les **ambitions** du Groupe pour les années à venir.

Le début du deuxième trimestre 2012 ne montre pas de changement de tendance significatif par rapport au premier trimestre. L'environnement macro-économique du Groupe reste contrasté, avec des disparités géographiques marquées et la visibilité demeure donc limitée.

Dans ce contexte, Imerys dispose de fondamentaux solides : diversité de son portefeuille d'activités, rigueur dans la gestion du prix/mix vis-à-vis de l'évolution des coûts variables, capacité prouvée d'ajustement aux évolutions conjoncturelles, gestion stricte de la trésorerie. En outre, l'élargissement du Groupe aux métiers du Talc constitue un vecteur de développement complémentaire pour 2012, de même que la nouvelle unité de fabrication de proppants céramiques, qui monte progressivement en charge.

Fort de ses atouts, Imerys poursuit sa stratégie de développement en continuant d'engager les investissements et projets de Recherche & Développement qui contribueront à la croissance organique du Groupe dans le futur.

Gilles MICHEL conclut sa présentation en exposant les axes stratégiques d'Imerys pour les cinq ans à venir, qui visent à accélérer son développement en renforçant la croissance organique et qui ont été présentés lors de la journée Investisseurs du 12 janvier dernier.

En matière d'innovation, les moyens sont significativement augmentés pour accroître la présence du Groupe dans les marchés finaux à fort potentiel de croissance, mais aussi pour enrichir son offre de spécialités minérales. Un budget de 60 millions d'euros sera ainsi consacré aux charges et investissements dédiés à la Recherche & Développement en 2012. A l'horizon 2016, le Groupe pourrait réaliser un chiffre d'affaires additionnel de près de 700 millions d'euros en produits nouveaux. Imerys entend également poursuivre son développement dans les pays émergents : l'Inde, la Chine et le Brésil sont appelés à jouer un rôle moteur dans cette stratégie qui conjuguera croissance interne, acquisitions et partenariats. Le Groupe maintiendra des critères stricts de retour sur investissements et se fixe comme objectif un taux de rentabilité supérieur à 15 % pour ses projets de développement internes et externes afin de conserver une structure financière solide. Imerys entend ainsi assurer un retour sur capitaux employés supérieur au coût moyen de son capital et créer de la valeur pour ses actionnaires.

M. Gilles MICHEL demande ensuite à M. Denis MUSSON, Secrétaire de l'Assemblée, de résumer les résolutions qui seront soumises au vote des actionnaires.

RESUME DES RESOLUTIONS

Après avoir informé l'Assemblée qu'aucune demande d'inscription à l'ordre du jour de points ou de projets de résolution complémentaires n'était parvenue à la Société, M. Denis MUSSON résume les différentes résolutions soumises au vote des actionnaires.

A l'issue de celles portant sur les engagements réglementés approuvés par le Conseil d'Administration du 15 février 2012, M. Aimery LANGLOIS-MEURINNE prend la parole et présente l'évolution des éléments de rémunération fixes et variables de M. Gilles MICHEL, en intégrant ceux décidés par le Conseil d'Administration ayant précédé la présente Assemblée.

M. Aimery LANGLOIS-MEURINNE présente ensuite Monsieur Xavier LE CLEF dont la nomination en qualité de nouvel Administrateur de la Société en remplacement de M. Eric LE MOYNE DE SERIGNY est proposée aux Actionnaires. M. Aimery LANGLOIS-MEURINNE adresse à cette occasion ses plus vifs remerciements à M. Eric LE MOYNE DE SERIGNY pour les travaux qu'il a menés au sein du Conseil tout au long de son mandat d'administrateur.

Enfin, M. Denis MUSSON présente les modifications statutaires qui sont proposées à l'Assemblée et qui visent à amender, harmoniser ou simplifier les statuts en vue, notamment, de les mettre en conformité avec la loi et la réglementation en vigueur et à en améliorer la lecture.

Lecture est ensuite donnée par les Commissaires aux comptes du résumé de leurs rapports afférents aux résolutions concernées.

M. Gilles MICHEL remercie M. Denis MUSSON. Il est ensuite répondu par les membres du bureau aux questions posées par les participants à la réunion.

RESUME DES DEBATS

Monsieur BULIDON, actionnaire individuel

Merci Monsieur le Président. Je voudrais tout d'abord saluer la qualité et le professionnalisme des présentations qui nous ont été faites et souhaiterais revenir sur quelques uns de leurs aspects.

Je suis marqué par un retour du ROCE à 14% pour l'exercice 2011, soit un niveau d'avant-crise et souhaiterais avoir des précisions sur les conditions dans lesquelles le Groupe a retrouvé ce niveau de rentabilité des capitaux employés.

J'observe par ailleurs un recul du chiffre d'affaires de 15 % comparé à 2008 que j'attribue probablement aux marchés matures. Doit-on y voir une menace pesant sur le modèle économique du Groupe ?

Je souligne également les deux importants investissements réalisés par le Groupe en 2011 : l'acquisition du Groupe Luzenac et la construction aux États-Unis d'une usine de proppants céramiques destinés au marché de l'exploration pétrolière et de gaz. Selon vos indications, l'activité Talc de Luzenac dégagerait à terme un chiffre d'affaires de 300 millions d'euros. Estimant que le chiffre d'affaires de l'usine de proppants devrait être de l'ordre de 150 millions, l'ensemble représente une part importante des 700 millions d'investissement attendus à terme des efforts de recherche et d'investissement que vous nous avez annoncés.

J'ai noté également que concernant l'activité Talc de Luzenac, la création de valeur était attendue pour 2013, celle des proppants, dès 2012. Est-ce que vous attendez des coûts de restructuration importants au sein de l'activité Talc de Luzenac qui expliquerait ce décalage d'une année ?

Concernant la répartition du chiffre d'affaires du Groupe, j'ai relevé que 27 % provenaient des pays émergents et 25 % des pays à forte croissance. Quels sont vos indicateurs de comparaison de marges entre pays matures, pays émergents et pays à forte croissance ?

Enfin, vous indiquez le montant global d'impôt sur les bénéfices du Groupe ; quelle est la part de ce montant qui a été versé au trésor public français ? Merci.

Gilles MICHEL, Président-Directeur Général

Je vous remercie Monsieur pour ces excellentes questions.

Effectivement, un retour sur capitaux engagés de 14% est intrinsèquement élevé ; ça l'est également pour Imerys au regard des dernières années. Notre objectif à long terme est de créer de la valeur pour les actionnaires. C'est le cas lorsque le rendement sur les capitaux engagés d'Imerys est supérieur au coût de son capital que nous estimons inférieur à 12% avant impôts. Comment avons-nous obtenu ce niveau de ROCE alors que le volume d'activité n'a représenté en 2011 que 75% de celui d'avant crise? Je souhaiterais tout d'abord rappeler que le monde économique a changé ces dernières années. Il y avait en 2007-2008 un sentiment général de surchauffe de l'économie et je ne suis donc pas certain que nous revenions à court terme à des volumes similaires à ceux d'avant-crise. Imerys a préservé son niveau de rentabilité en réduisant ses coûts et en abaissant le seuil de son point mort, tout en continuant à gérer de façon serrée les capitaux engagés. Le résultat est arithmétique : le ROCE est satisfaisant et nos objectifs sont tenus. Il s'agit là, non pas d'une menace mais d'une illustration de notre modèle économique, de sa force et de sa résilience que nous allons nous employer à continuer de démontrer chaque trimestre et en tous cas chaque année.

Concernant l'acquisition du Groupe Luzenac, le décalage de création de valeur est dû à une volonté de mettre en œuvre des synergies de développement avec les autres activités du Groupe, d'améliorer ainsi nos parts de marché, d'ouvrir des pistes de produits et de proposer des offres commerciales adaptées. Parallèlement, nous cherchons à optimiser les conditions de production et d'approvisionnement de cette activité de façon à en améliorer l'efficacité et les ratios. Nous aurons atteint l'ensemble de ces objectifs en 2013, ce qui est, finalement, assez rapide.

En ce qui concerne notre nouvelle usine de proppants céramiques, une création de valeur attendue dès 2012 est exceptionnellement rapide ; le délai est habituellement plutôt de 2 à 3 ans pour ce type d'investissement. Cela s'explique par la très forte croissance de la production de pétrole et de gaz non conventionnels aux Etats-Unis et d'une pénurie de proppants céramiques résultant d'une très forte demande.

Pour répondre à votre quatrième question, la marge et la rentabilité du Groupe dans les différentes zones géographiques n'est pas notablement différente. Je le redis de façon très claire : il est tout à fait possible d'avoir une situation très profitable dans des activités et des pays matures à condition de bien faire son métier, d'y être le leader, de tenir ses coûts et d'être innovant. C'est le cas pour un certain nombre d'activités du Groupe ce qui contribue à sa rentabilité. Il est possible également d'être rentable et donc créateur de valeur dans les pays émergents, même si la situation n'est pas la même d'un pays à l'autre. Nous sommes très satisfaits des développements que nous avons effectués depuis 5-6 ans et qui sont depuis en croissance. Je pense notamment à nos activités en Inde, dont les niveaux de rentabilité et de marge n'ont absolument pas à rougir, bien au contraire, de la comparaison avec les meilleures de nos activités ailleurs dans le monde. Ceci est également vrai pour d'autres activités, dans d'autres pays émergents. Une fois encore, le développement du Groupe et les investissements qui sont réalisés doivent être rentables et créateurs de valeur ; c'est une exigence constante chez Imerys.

Je passe la parole à Michel DELVILLE afin qu'il réponde à votre question relative au paiement des impôts en France.

Michel DELVILLE, Directeur Financier

Je tiens tout d'abord à vous rassurer : Imerys paye des impôts en France! En 2011, le chiffre d'affaires réalisé en France par le Groupe était de l'ordre de 17% de son chiffre d'affaires total. Le montant de l'impôt sur les sociétés versé en France s'est élevé à environ 20% de la charge totale d'impôt du Groupe de 123 millions d'euros indiqué précédemment.

Jean-Paul PUPILLE, actionnaire individuel

Je vous félicite tout d'abord pour le travail accompli et suis très heureux de l'acquisition du Groupe Luzenac.

Imerys est une société multi-produits et multi-marchés très bien gérée comme l'est Arkéma ou Essilor même si cette dernière s'adresse à une clientèle grand public. Quels sont aujourd'hui, sans trahir de secret, les schémas directeurs de votre politique de croissance externe ? Pourquoi ne pas envisager l'acquisition de sociétés telles qu'Omya ou Mersen qui s'adressent au secteur de l'énergie et des transports ?

Gilles MICHEL, Président-Directeur Général

Merci Monsieur, en particulier pour votre fidélité au groupe Imerys. En effet, il est un peu difficile de parler d'acquisitions sans trahir de secrets. Je ne le ferai donc pas.

Le Groupe, certes, s'est développé par voie d'acquisitions, mais pas uniquement. Lors de ma présentation de la stratégie d'Imerys, j'ai mis l'accent à dessein sur la croissance interne parce que je pense que le futur de notre Groupe devra reposer sur sa capacité à se développer grâce à l'innovation, à son expansion géographique, etc... . Cette croissance interne sera complétée par des acquisitions qui devront répondre à nos attentes en matière de rentabilité ou de retour sur investissement et qui devront être cohérentes par rapport à nos métiers et notre stratégie. Imerys est aujourd'hui le leader des spécialités minérales qui sont des produits transformés à base de minéraux et des produits de spécialité pour applications industrielles. Nous ne manquons ni de pistes, ni d'idées pour son développement, soit en élargissant la gamme de ses minéraux, soit en renforçant sa présence dans la chaîne industrielle en apportant un degré supplémentaire de valeur ajoutée. C'est ainsi qu'Imerys s'est construit depuis une dizaine d'années. Je donnerai comme exemple l'acquisition de Treibacher, spécialiste des minéraux fondus pour applications abrasives qui était un métier nouveau pour le Groupe, ou encore celle de l'activité Réfractaires pour Monolithiques qui a permis au Groupe de devenir un acteur important de ce secteur. Le champ est vaste, à nous de trouver, en complément de notre capacité d'innovation et de développement, des opportunités pour accélérer notre croissance.

Gérard MELONE, actionnaire individuel

Pourriez-vous nous donner un panorama de l'évolution du cours de l'action Imerys ainsi que quelques autres données boursières ? Pensez-vous atteindre à nouveau le cours d'avant crise ?

D'autre part, je suis un peu surpris du nombre important d'administrateurs composant le Conseil d'Administration d'Imerys à l'instar de celui des premières valeurs du CAC 40. Enfin, j'ai entendu des rumeurs selon lesquelles vous aviez l'ambition de faire entrer Imerys dans le CAC 40, qu'en est-il ?

Gilles MICHEL, Président-Directeur Général

Merci pour vos questions. Tout d'abord, j'espère avoir transmis l'idée que notre objectif était de poursuivre le développement de notre Groupe et de créer ainsi de la valeur pour ses actionnaires, comme ce fut le cas ces dernières années ainsi qu'en 2011. Pour répondre à vos questions concernant le cours de l'action Imerys, je rappellerai que le cours de bourse d'une société ne dépend pas exclusivement de la qualité de ses résultats et qu'il est affecté par l'environnement général ou circonstanciel de marché. Si l'on apprécie, avec un peu de recul, l'évolution du cours de l'action Imerys au regard, soit de l'indice de référence SBF 120, soit d'un certain nombre de valeurs de sociétés de même taille ou ayant le même type d'activité, il semble, graphique à l'appui, que l'action évolue mieux que le SBF 120 depuis de nombreux mois.

Concernant le Conseil d'Administration d'Imerys, sa composition tient au fait que la Société est contrôlée par un actionnaire majoritaire, qui se doit d'être présent au sein de son conseil. Ce dernier est également composé, conformément à la loi et comme le bon sens l'exige, d'administrateurs indépendants qui enrichissent et nourrissent la gouvernance de notre Société, de manière, il me semble, tout à fait satisfaisante. Je suis Président du Conseil d'Administration depuis une année maintenant et je n'ai qu'à me féliciter de la qualité des travaux qui sont menés au sein du Conseil et de ses Comités. Quant à l'entrée d'Imerys au CAC 40, je n'ai pas entendu la rumeur !

Jean-Christophe LEFEBVRE MOULENQ, Analyste financier (CM-CIC)

Ma question concerne l'évolution des prix de vente et du coût des facteurs : au 1^{er} trimestre 2012, l'indice du prix de vente reste élevé à + 4,1%, à un niveau quasi identique à celui de l'année 2011. Est-ce que l'élément exceptionnel lié au zircon qui a permis une hausse des prix de 4,4% en 2011 a eu des répercussions au 1^{er} trimestre de cette année ? D'autres branches du Groupe ont-elles connu des hausses de prix supérieures à la moyenne ? Concernant le coût des facteurs, êtes-vous couverts partiellement sur le gaz et bénéficiez-vous de la baisse du prix du gaz en Amérique du Nord que l'on enregistre depuis septembre 2011 ?

Michel DELVILLE, Directeur Financier

Je vous confirme que le prix-mix du 1^{er} trimestre 2012 est assez comparable à celui de l'année 2011. Vous avez rappelé que le zircon en était un élément important, puisque nous l'achetons sur le marché, d'où un certain coût, nous le transformons et nous le revendons à nos clients. Au 1^{er} trimestre 2012, le zircon reste un élément important mais dans une moindre mesure par rapport à l'année 2011 au cours de laquelle l'augmentation des prix de vente a été assez significative.

S'agissant des coûts de facteurs, nous observons dans l'environnement économique actuel une hausse des coûts d'énergie et de certaines matières premières et nous n'anticipons pas de baisse au cours des trimestres à venir. C'est pourquoi, comme habituellement, nous couvrons de manière prudente une partie de nos besoins en énergie, la tendance étant plutôt haussière, à l'exception toutefois du gaz aux États-Unis. Les couvertures que nous mettons en place nous permettent ainsi d'ajuster nos prix.

Gilles MICHEL, Président-Directeur Général

Je vous confirme par ailleurs que nous tirons actuellement bénéfice du prix du gaz aux États-Unis, qui est, effectivement, historiquement bas depuis quelques mois.

De la salle

Aviez-vous mis en place une couverture sur le prix du gaz américain ?

Gilles MICHEL, Président-Directeur Général

Sans entrer dans des détails techniques, lorsque la tendance du marché est baissière, Imerys ne prend pas de couverture particulière.

Arnaud PALLIEZ, analyste financier (Raymond James)

La progression des coûts fixes au 1^{er} trimestre 2012 de l'ordre de 5,5 millions d'euros est assez modeste. Comment l'expliquez-vous ? Par ailleurs, les perspectives très incertaines, que vous avez mentionnées lors de votre présentation, vous conduisent-elles aujourd'hui à envisager des programmes de réduction de coûts plus significatifs, voire des restructurations supplémentaires ?

Gilles MICHEL, Président-Directeur Général

Effectivement, les coûts fixes ont été tout à fait maîtrisés au premier trimestre 2012 et le resteront au deuxième. Ce n'est pas le fruit du hasard mais le résultat d'une volonté, dont je vous ai fait part dès l'été 2011, d'être très attentifs à la gestion de la trésorerie du Groupe, aux investissements et aux coûts fixes engagés compte tenu des incertitudes concernant l'avenir à court terme et du probable ralentissement de certaines activités qui est déjà perceptible pour plusieurs d'entre elles. Je n'ai aucune opération de restructuration à évoquer aujourd'hui. Nous allons en revanche poursuivre notre stricte gestion des coûts et l'ajustement essentiel du rythme de production au niveau de la demande. A titre d'exemple, certains programmes de production du Groupe ont été ralentis de manière tout à fait maîtrisée et de façon à ajuster notre exposition à l'environnement économique.

Nous procédons également et ponctuellement à certains réajustements de l'appareil industriel, ainsi qu'à des réorganisations structurelles. A ce titre, nous sommes actuellement en discussion avec les instances représentatives du personnel d'une unité de production dans le domaine de la terre cuite située dans le sud-ouest de la France. Cette restructuration en-cours est liée à une surcapacité de notre outil de production dans ce secteur. Une autre restructuration dans le domaine des céramiques est également en cours dans le sud de la France. Dans le cadre de ces ajustements, nous sommes extrêmement attentifs à ce que le volet social, les conséquences sur l'emploi et les mesures d'accompagnement des salariés soient étudiés avec le plus grand sérieux, de même que leur impact sur l'environnement économique local et en particulier sa possible ré-industrialisation. Les objectifs poursuivis visent à ce que notre position de leadership et notre politique de gestion rigoureuse des coûts soient respectées, tout en prenant les mesures nécessaires pour assurer nos engagements vis à vis de nos propres salariés et assumer notre responsabilité sociale.

Constatant que plus personne ne demande la parole, M. Gilles MICHEL demande à M. Denis MUSSON, de soumettre les résolutions au vote de l'Assemblée Générale.

VOTE DES RESOLUTIONS

PREMIERE RESOLUTION

Approbation de la gestion et des comptes sociaux de l'exercice clos le 31 décembre 2011

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport de gestion du Conseil d'Administration et du rapport des Commissaires aux comptes relatifs aux comptes annuels de la Société au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2011, approuve lesdits comptes tels qu'ils ont été présentés, ainsi que les opérations traduites dans ces comptes et résumées dans ces rapports.

La présente résolution est approuvée à la majorité des voix des actionnaires présents et représentés, étant noté que 143 621 voix "contre" ont été exprimées ainsi que 8 abstentions.

DEUXIEME RESOLUTION

Approbation des comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2011

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales Ordinaires, après avoir pris connaissance du Rapport de Gestion du Conseil d'Administration et du rapport des Commissaires aux comptes relatifs aux comptes consolidés du Groupe au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2011, approuve lesdits comptes tels qu'ils ont été présentés, ainsi que les opérations traduites dans ces comptes et résumées dans ces rapports.

La présente résolution est approuvée à la majorité des voix des actionnaires présents et représentés, étant noté qu'aucune voix "contre" n'a été exprimée et que 8 abstentions ont été comptabilisées.

TROISIEME RESOLUTION

Affectation du résultat – Détermination du dividende au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2011

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales Ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'Administration :

constate que le bénéfice de la Société pour l'exercice écoulé s'élève à :	9 643 393,91 euros
auquel s'ajoute le report à nouveau d'un montant de :	362 060 679,92 euros
formant ainsi un total distribuable de :	371 704 073,83 euros
décide de verser au titre de l'exercice 2011, un dividende de 1,50 euro à chacune des 75 142 516 actions composant le capital social au 1 ^{er} janvier 2012, représentant une distribution de :	(112 713 774,00) euros
et affecte le solde au report à nouveau qui s'élève désormais à :	258 990 299,83 euros

L'Assemblée Générale décide que le montant total du dividende versé sera ajusté en fonction du nombre d'actions émises à la suite de levées d'options de souscription d'actions et ayant droit au dividende de l'exercice 2011 à la date de paiement de ce dividende. Le montant affecté au report à nouveau sera déterminé sur la base du montant total du dividende effectivement mis en paiement.

L'Assemblée Générale décide que le dividende sera mis en paiement à compter du 9 mai 2012.

Si lors de la mise en paiement du dividende, la Société détenait certaines de ses actions, les sommes correspondant aux dividendes qui n'auraient pas été distribuées de ce fait, seraient affectées au report à nouveau.

Conformément aux dispositions de l'article 243 bis du Code général des impôts, il est précisé que le dividende ouvre droit pour les personnes physiques fiscalement domiciliées en France à l'abattement de 40 % prévu au 2° du 3 de l'article 158 du Code général des impôts ; cet abattement ne sera pas applicable dès lors que le bénéficiaire aura opté pour le prélèvement libératoire forfaitaire prévu par l'article 117 quater du Code général des impôts.

L'Assemblée Générale prend acte que le montant des dividendes par action mis en paiement au titre des trois exercices précédents a été le suivant :

Exercice clos le :	Exercice 2010	Exercice 2009	Exercice 2008
Dividende net par action	1,20 €*	1,00 €*	1,00 €*
Nombre d'actions ayant perçu le dividende	75 497 951	75 505 458	62 787 810
Distribution nette totale	90,6 M€	75,5 M€	62,8 M€

* dividende éligible à l'abattement de 40 %.

La présente résolution est approuvée à la majorité des voix des actionnaires présents et représentés, étant noté que 28 179 voix "contre" ont été exprimées ainsi que 368 abstentions.

QUATRIEME RESOLUTION

Rapport spécial des Commissaires aux comptes visé à l'article L. 225-40 du Code de commerce et approbation, en application des articles L. 225-38 et L. 225-42-1 du Code de commerce, des modifications apportées au régime supplémentaire de retraite à prestations définies dont bénéficie M. Gilles Michel, Président-Directeur Général

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales Ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'Administration et du rapport spécial des Commissaires aux comptes établi en application des dispositions de l'article L. 225-40 du Code de commerce, et statuant sur ce rapport, approuve, conformément aux dispositions des articles L. 225-38 et L. 225-42-1 du Code de commerce, les modifications apportées au régime de retraite à prestations définies dont bénéficie M. Gilles Michel, Président-Directeur Général, telle qu'approuvée par le Conseil d'Administration en sa séance du 15 février 2012.

La présente résolution est approuvée à la majorité des voix des actionnaires présents et représentés, étant noté que 12 223 181 voix "contre" ont été exprimées ainsi que 816 abstentions.

CINQUIEME RESOLUTION

Rapport spécial des Commissaires aux comptes visé à l'article L. 225-40 du Code de commerce et approbation, en application de l'article L. 225-42-1 al. 4 du Code de commerce, des engagements pris par la Société en faveur de M. Gilles Michel, Président-Directeur Général concernant l'indemnité de rupture de son mandat social

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales Ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'Administration et du rapport spécial des Commissaires aux comptes établi en application des dispositions de l'article L. 225-40 du Code de commerce, et statuant sur ce rapport, approuve à nouveau, conformément aux dispositions de l'article L. 225-42-1 al. 4 du Code de commerce, les engagements pris par la Société en faveur de M. Gilles Michel, Président-Directeur Général, concernant l'indemnité de rupture qui lui serait due au cas où il serait mis fin à son mandat social à l'initiative de la Société ou en cas de départ contraint lié à un changement de contrôle ou de stratégie, sous réserve du renouvellement de son mandat d'Administrateur par la présente Assemblée (8^{ème} résolution) et de la reconduction par le Conseil d'Administration de ses fonctions de Président-Directeur Général.

La présente résolution est approuvée à la majorité des voix des actionnaires présents et représentés, étant noté que 12 329 399 voix "contre" ont été exprimées ainsi que 1 328 abstentions.

SIXIEME RESOLUTION

Renouvellement du mandat d'Administrateur de M. Jacques Drijard

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales Ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'Administration, constatant que le mandat d'Administrateur de M. Jacques Drijard vient à échéance à l'issue de la présente Assemblée, décide de renouveler ce mandat pour une durée qui, conformément aux dispositions statutaires, prendra fin à l'issue de l'Assemblée Générale appelée, en 2015, à statuer sur la gestion et les comptes de l'exercice 2014.

La présente résolution est approuvée à la majorité des voix des actionnaires présents et représentés, étant noté que 3 624 854 voix "contre" ont été exprimées ainsi que 490 abstentions.

SEPTIEME RESOLUTION

Renouvellement du mandat d'Administrateur de M. Jocelyn Lefebvre

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales Ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'Administration, constatant que le mandat d'Administrateur de M. Jocelyn Lefebvre vient à échéance à l'issue de la présente Assemblée, décide de renouveler ce mandat pour une durée qui, conformément aux dispositions statutaires, prendra fin à l'issue de l'Assemblée Générale appelée, en 2015, à statuer sur la gestion et les comptes de l'exercice 2014.

La présente résolution est approuvée à la majorité des voix des actionnaires présents et représentés, étant noté que 3 470 695 voix "contre" ont été exprimées ainsi que 1 018 abstentions.

HUITIEME RESOLUTION

Renouvellement du mandat d'Administrateur de M. Gilles Michel

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales Ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'Administration, constatant que le mandat d'Administrateur de M. Gilles Michel vient à échéance à l'issue de la présente Assemblée, décide de renouveler ce mandat pour une durée qui, conformément aux dispositions statutaires, prendra fin à l'issue de l'Assemblée Générale appelée, en 2015, à statuer sur la gestion et les comptes de l'exercice 2014.

La présente résolution est approuvée à la majorité des voix des actionnaires présents et représentés, étant noté que 3 577 824 voix "contre" ont été exprimées ainsi que 342 abstentions.

NEUVIEME RESOLUTION

Nomination de M. Xavier Le Clef en qualité de nouvel Administrateur en remplacement de M. Eric le Moyne de Sérigny

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales Ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'Administration, décide de nommer à compter de ce jour, en qualité de nouvel Administrateur, en remplacement de M. Eric Le Moyne de Sérigny qui n'a pas sollicité le renouvellement de son mandat, M. Xavier Le Clef, pour une durée qui, conformément aux dispositions statutaires, prendra fin à l'issue de l'Assemblée Générale appelée, en 2015, à statuer sur la gestion et les comptes de l'exercice 2014.

La présente résolution est approuvée à la majorité des voix des actionnaires présents et représentés, étant noté que 580 290 voix "contre" ont été exprimées ainsi que 806 abstentions.

DIXIEME RESOLUTION

Achat par la Société de ses propres actions

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales Ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'Administration, en application des dispositions de l'article L. 225-209 et suivants du Code de commerce et des articles 241-1 à 241-6 du Règlement général de l'Autorité des marchés financiers :

- 1) autorise le Conseil d'Administration, avec faculté de subdélégation dans les conditions prévues par la loi, à procéder à l'achat des actions de la Société :
 - en vue de l'annulation des actions ainsi acquises, ainsi que, le cas échéant, de celles acquises dans le cadre d'autorisations de rachat d'actions antérieures,
 - en vue d'animer le marché par l'intermédiaire d'un prestataire de services d'investissement intervenant au nom et pour le compte de la Société en toute indépendance et sans être influencé par la Société, dans le cadre d'un contrat de liquidité conforme à une Charte de Déontologie reconnue par l'Autorité des marchés financiers ou de toute autre manière conformément à la réglementation applicable en vigueur,
 - en vue d'attribuer ou de céder des actions aux salariés, anciens salariés ou mandataires de la Société et de ses filiales au sens des articles L. 225-180 et L. 233-3 du Code de commerce, notamment dans le cadre de plans d'épargne salariale, d'options d'achat d'actions, ou d'attributions gratuites d'actions, dans les conditions prévues par la loi, et

- pour la remise ou l'échange d'actions, en particulier à l'occasion d'émission de titres ou de valeurs mobilières donnant accès immédiatement ou à terme au capital, ou dans le cadre d'opérations de croissance externe.

L'acquisition, la cession, le transfert et l'échange des actions pourront être effectués, dans le respect de la réglementation en vigueur, sur le marché ou de gré à gré, par tous moyens, y compris par transfert de blocs, par l'utilisation ou l'exercice de tout instrument financier et produit dérivé ;

2) fixe les limites suivantes à l'utilisation de la présente autorisation par le Conseil d'Administration :

- le nombre maximum d'actions pouvant être acquises ne pourra excéder 10 % du nombre total d'actions émises et en circulation au 1^{er} janvier 2012, soit 7 514 251 actions,
- le nombre d'actions que la Société détiendra, directement ou indirectement, à quelque moment que ce soit, ne pourra dépasser 10 % des actions composant le capital de la Société,
- le prix maximum d'achat des actions ne pourra être supérieur à 80 euros,
- le montant maximal susceptible d'être ainsi consacré par la Société à ces acquisitions ne pourra être supérieur à 601,1 millions d'euros ;

3) décide que, en cas de modification du nominal des actions, d'augmentation de capital par incorporation de réserves et d'attribution gratuite d'actions ainsi qu'en cas, soit d'une division, soit d'un regroupement des titres, le montant maximal consacré à ces acquisitions et le nombre maximal de titres à acquérir indiqués ci-dessus seront ajustés en conséquence par un coefficient multiplicateur égal au rapport entre le nombre de titres composant le capital avant l'opération et ce nombre après l'opération ;

4) fixe à dix-huit mois, à compter du jour de la présente Assemblée, la durée de validité de la présente autorisation, qui prive ainsi d'effet, pour la partie non utilisée, toute délégation antérieure accordée au Conseil d'Administration relative à l'acquisition par la Société de ses propres actions ;

5) confère tous pouvoirs au Conseil d'Administration, avec faculté de subdélégation dans les conditions prévues par la loi, pour mettre en œuvre cette autorisation et, notamment, pour passer tous ordres de bourse, signer tous actes d'achat, de cession, d'échange ou de transfert, conclure tous accords, effectuer toutes déclarations auprès de l'Autorité des marchés financiers et de tout autre organisme, procéder aux ajustements prévus ci-dessus, remplir toutes formalités et, en général, faire le nécessaire.

La présente résolution est approuvée à la majorité des voix des actionnaires présents et représentés, étant noté que 54 740 voix "contre" ont été exprimées ainsi que 320 abstentions.

ONZIEME RESOLUTION

Modifications des statuts de la Société

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales Extraordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'Administration, décide de modifier ou de compléter les dispositions des statuts de la Société relatives à la composition et au fonctionnement du Conseil d'Administration ainsi qu'à la tenue des Assemblées Générales, et approuve, en conséquence, dans son ensemble, la nouvelle rédaction des statuts de la Société, et en particulier, celles des articles 12, 13, 14, 15, 16, 18, 19, 21, 22, 24 et 26 modifiés ainsi qu'il suit :

. Article 12

La référence au délai de 3 mois faite à l'alinéa 2 est supprimée et remplacée par la mention suivante :

*"Chaque administrateur doit être propriétaire d'au moins cent (100) actions pendant toute la durée de son mandat. Si au jour de sa nomination, un administrateur n'est pas propriétaire du nombre d'actions requis ou si, en cours de mandat, il cesse d'être propriétaire, il doit régulariser sa situation **dans les délais prévus par la réglementation en vigueur**, sous peine d'être réputé démissionnaire d'office."*

Le reste de l'article 12 demeure inchangé.

. Article 13

L'alinéa 3 est désormais rédigé comme suit :

*"A compter de la désignation des premiers membres du Conseil d'Administration, le Conseil d'Administration, sera renouvelé par l'Assemblée Générale annuelle à raison d'un tiers tous les ans. **La durée du premier mandat d'un administrateur pourra être fixée par l'Assemblée Générale pour un délai inférieur à trois (3) ans afin de tenir compte de l'effet du renouvellement par tiers du Conseil d'Administration**".*

Le reste de l'article 13 demeure inchangé.

. Article 14

- La 2ème phrase de l'alinéa 2 est supprimée.
- L'alinéa 3 est complété et mis à jour comme suit :

*"Le Président du Conseil d'Administration organise et dirige les travaux de celui-ci, dont il rend compte à l'Assemblée Générale. Il veille au bon fonctionnement des organes de la Société et s'assure, en particulier, que les administrateurs sont en mesure de remplir leur mission. Il rédige chaque année un rapport rendant compte des conditions de préparation et d'organisation des travaux du Conseil ainsi que des procédures **de gestion des risques et de contrôle interne** mises en place par la Société, **ainsi que sur tout autre sujet qui serait expressément requis par la réglementation en vigueur**. Ce rapport est joint au rapport de gestion établi par le Conseil d'Administration visé à l'article 29 des présents statuts".*

- L'alinéa 4 actuel est supprimé.
- L'alinéa 6 actuel devient en conséquence l'alinéa 5 ; il est désormais rédigé ainsi :

"Quelle que soit la durée pour laquelle elles sont conférées, les fonctions du Président et celles du(es) Vice-Président(s) du Conseil d'Administration prennent fin de plein droit à l'issue de l'Assemblée Générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice au cours duquel il(s) a (ont) atteint l'âge de soixante dix (70) ans".

Le reste de l'article 14 demeure inchangé.

. Article 15

- Le premier alinéa est modifié et désormais rédigé comme suit :

*"Le Conseil d'Administration se réunit aussi souvent que l'intérêt de la Société l'exige, sur la convocation de son Président, **son secrétaire ou de l'un de ses Vice-Présidents**, au siège social, ou en tout autre endroit indiqué dans la convocation. La convocation est faite par tous moyens, y compris verbalement."*

- L'alinéa 5 est modifié et complété ainsi :

*"Les réunions du Conseil d'Administration peuvent se tenir soit au siège social, soit en tout autre endroit indiqué dans la convocation ainsi que par tous moyens de visioconférence **ou de télécommunication**, dans les conditions prévues par la **réglementation en vigueur**. Elles sont présidées par le Président **ou en cas d'absence de ce dernier**, par l'un des Vice-Présidents **ou tout autre membre présent** désigné à cette fin par le Conseil d'Administration. Les membres du Conseil d'Administration peuvent se faire représenter à chaque réunion par un de leurs collègues au moyen d'un pouvoir donné par lettre, télécopie ou par tout autre moyen de télécommunication, dans les conditions prévues par la loi".*

Le reste de l'article 15 demeure inchangé.

. Article 16

Le 3ème alinéa est supprimé et les alinéas 4 à 9 actuels deviennent les alinéas 3 à 8.

. Article 18

L'alinéa 7 est complété comme suit :

*"En accord avec le Directeur Général, le Conseil d'Administration détermine l'étendue et la durée des pouvoirs conférés aux Directeurs Généraux délégués. Les Directeurs Généraux délégués disposent, à l'égard des tiers, des mêmes pouvoirs que le Directeur Général. **Le Conseil d'Administration peut limiter leurs pouvoirs mais cette limitation est inopposable aux tiers.**"*

L'alinéa 9 est en conséquence supprimé.

Les alinéas 10 à 15 deviennent les alinéas 9 à 14.

Les alinéas 9 à 13 demeurent inchangés.

La référence à l'article 706-43 du Code de procédure pénale figurant à l'alinéa 14 est remplacée par la mention "***réglementation en vigueur***".

. Article 19

L'alinéa 6 ("**conventions courantes**") est supprimé conformément aux dispositions de la loi de simplification du droit du 17 mai 2011.

Le reste de l'article 19 demeure inchangé.

. Article 21

- Les alinéas 4 et 5 - section "Convocations" - sont supprimés et remplacés par un nouvel alinéa 4 qui est rédigé comme suit :

"Les convocations aux Assemblées Générales sont faites dans les délais et conditions fixés par la réglementation en vigueur ; elles peuvent être adressées aux actionnaires, notamment, par télétransmission et/ou tout autre moyen de télécommunication."

- Un nouvel alinéa 5 est introduit à la section "Convocations" ; il est rédigé comme suit :

"Les Assemblées Générales sont convoquées par le Conseil d'Administration, au siège social ou en tout autre lieu indiqué dans l'avis de convocation. A défaut, elles peuvent être également convoquées :

- ***par les Commissaires aux comptes dans les conditions prévues par la réglementation en vigueur ;***
- ***par un mandataire désigné en justice à la demande, soit de tout intéressé ou du comité d'entreprise en cas d'urgence, soit d'un ou plusieurs actionnaires réunissant la fraction du capital exigée par la réglementation en vigueur, soit d'une association d'actionnaires satisfaisant aux conditions fixées par la loi."***

- L'alinéa 10 actuel - section "Participation" - est complété comme suit :

"Les actionnaires peuvent se faire représenter aux Assemblées dans les conditions prévues par la réglementation en vigueur. Les actionnaires peuvent également participer et voter aux Assemblées en adressant un formulaire de procuration ou de vote par correspondance, soit sous forme papier, soit sur décision du Conseil d'Administration, par télétransmission et/ou tout autre moyen électronique de télécommunication, dans les délais et conditions prévus par la loi. "

Le reste de l'article 21 demeure inchangé.

. Article 22

- Le premier alinéa est simplifié comme suit :

"Le Conseil d'Administration peut décider la retransmission publique de l'intégralité des Assemblées par visioconférence et/ou tout autre moyen de télécommunication, dans les conditions prévues par la loi".

- L'alinéa 8 est modifié comme suit :

"L'ordre du jour est arrêté en principe par l'auteur de la convocation. Toutefois, un ou plusieurs actionnaires représentant la fraction du capital exigée par la réglementation en vigueur ou une association d'actionnaires satisfaisant aux conditions fixées par la loi ont la faculté de requérir l'inscription à l'ordre du jour de points ou de projets de résolution".

Le reste de l'article 22 demeure inchangé.

. Article 24

La première phrase est modifiée comme suit :

"L'Assemblée Générale Ordinaire, réunie sur première convocation, ne délibère valablement que si les actionnaires présents, y compris, le cas échéant, par télétransmission et/ou tout autre moyen de télécommunication dans les conditions prévues par la loi, ou représentés, possèdent la fraction minimale des actions ayant droit de vote exigée par la réglementation en vigueur."

Le reste de l'article 24 demeure inchangé.

. **Article 26**

- Le premier alinéa est modifié comme suit :

*"L'Assemblée Générale Extraordinaire ne peut délibérer valablement que si les actionnaires présents, y compris, le cas échéant, par télétransmission et /ou tout autre moyen de télécommunication dans les conditions prévues par la loi, ou représentés possèdent, **sur première ou deuxième convocation, la fraction minimale des actions ayant droit de vote exigée par la réglementation en vigueur**".*

- L'alinéa 3 est modifié comme suit :

*"Par dérogation légale à ce qui précède, s'il s'agit de décider ou d'autoriser le **Conseil d'Administration** à réaliser l'augmentation du capital par incorporation de réserves, bénéfices ou primes d'émission, l'Assemblée Générale délibère **aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires**".*

L'alinéa 4 est en conséquence supprimé.

Le reste de l'article 26 demeure inchangé.

L'Assemblée Générale prend acte que l'ensemble des autres dispositions statutaires, notamment celles relatives à la dénomination, à l'objet, au siège et au capital de la Société, demeure inchangé.

La présente résolution est approuvée à la majorité des voix des actionnaires présents et représentés, étant noté que 9 605 259 voix "contre" ont été exprimées ainsi que 3 558 abstentions.

DOUZIEME RESOLUTION

Pouvoirs pour les formalités

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, donne tous pouvoirs au porteur de copie ou d'extrait du procès-verbal de la présente Assemblée, pour accomplir toutes les formalités de dépôt ou de publicité.

La présente résolution est approuvée à la majorité des voix des actionnaires présents et représentés, étant noté que 262 voix "contre" ont été exprimées ainsi que 328 abstentions.

L'ordre du jour étant épuisé, le Président déclare la séance levée. Il est 12 heures 45.

De tout ce qui précède, il a été dressé le présent procès-verbal, lequel est signé par les membres du Bureau.

Le Président

Les Scrutateurs

Le Secrétaire